

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 27/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **DROME ENERGIE SERVICES**

2120 Chemin du Freyssinet  
Quartier du Freyssinet  
26700 Pierrelatte

Références : 20241227-RAP-DAEN1271

Code AIOT : 0006110901

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement DROME ENERGIE SERVICES implanté 2120 Chemin du Freyssinet Quartier du Freyssinet 26700 Pierrelatte. L'inspection a été annoncée le 29/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DROME ENERGIE SERVICES
- 2120 Chemin du Freyssinet Quartier du Freyssinet 26700 Pierrelatte
- Code AIOT : 0006110901
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DROME ENERGIE SERVICES (DES) – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 14 juin 2012 (complété par arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019) à exploiter une cogénération biomasse (production de chaleur et d'électricité) et une chaufferie auxiliaire (Gaz / FOD) à Pierrelatte.

L'installation est destinée à chauffer les serres de Pierrelatte, la ferme aux crocodiles, des logements de Pierrelatte et le site AREVA à partir d'un réseau de chaleur de 30 km existant.

L'alimentation en biomasse est de l'ordre de 150 000 tonnes de bois par an.

La société est située sur la zone d'activité de Pierrelatte à l'ouest du site du Tricastin.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 02/12/2024, article R.512-69	Demande d'action corrective	3 mois
3	Contrôle des détecteurs incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 7.1.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 7.1.15.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détection incendie – centrale de lubrification de la turbine	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 7.1.15.	Sans objet
5	Déchets traités à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 5.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'attention de l'exploitant est rappelée pour informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'incident/accident.

L'analyse des causes de l'incident turbine est à finaliser pour mettre en place les actions correctives adéquates.

L'exploitant finalisera l'analyse de l'incident turbine survenu en 2022 et l'enverra à l'inspection.

Le local comprenant le turboalternateur et sa centrale de lubrification est correctement équipé en système de détection incendie, contrôlé périodiquement.

Il est relevé dans un rapport de contrôle des détecteurs non testés et/ou mis hors service dans d'autres lieux du site (silos, convoyeur, zone de détection « ESSER »). Il convient de corriger ce point rapidement et d'en informer l'inspection.

Concernant la gestion des déchets, la responsabilité du producteur ou détenteur du déchet a été présentée en séance.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer que ses prestataires disposent des

autorisations nécessaires pour traiter les déchets qu'il fait partir de son site pour élimination ou valorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2024, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport incident
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant informe l'inspection des installations classées, concernant le groupe turbo-alternateur, d'une surintensité, survenue le 19 novembre 2024 au niveau de l'excitatrice qui a provoqué une surchauffe et une dégradation des bobinages de cet organe.  En séance, l'exploitant précise que l'incident est très probablement de nature électrique (pont de diodes en court-circuit suite à fermeture non contrôlée du disjoncteur de couplage) et qu'il n'y a pas eu d'effets sur les personnes et l'environnement.  Un rapport d'incident a été transmis post-inspection le 19 décembre 2024.  Les mesures prises sont : <ul style="list-style-type: none"><li>– l'expertise et la remise en état de l'excitatrice ;</li><li>– le contrôle de l'alternateur ;</li><li>– un essai diagnostic du régulateur de tension.</li></ul> Les éventuels enseignements à tirer seront issus de l'analyse des causes, en cours.  Le fonctionnement de la chaudière biomasse (qui produit la vapeur pour la turbine) est possible en réalisant un by-pass de la turbine. Cette opération est encadrée par une procédure du constructeur que l'exploitant déclare qu'il va respecter.  <u>Observations de la DREAL :</u> L'exploitant devra dans le futur déclarer dans un délai plus court les incidents et accidents (10 jours constatés ici).

L'exploitant fournira un rapport complémentaire qui fera état de son analyse de causes et des mesures prises en conséquence pour éviter un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou à long terme.
En séance il a été demandé à l'exploitant de finaliser l'analyse de l'incident turbine survenu en 2022 (qui était d'ordre mécanique cette fois-là).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Détection incendie – centrale de lubrification de la turbine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 71.15.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie – centrale de lubrification de la turbine
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. [...] Les systèmes de détection (fumées et haute température) qui équiperont notamment les locaux électriques, la centrale de lubrification de la turbine à vapeur, les transformateurs, les convoyeurs de biomasse, les deux silos de stockage sont ramenés vers salle de contrôle. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle a porté sur les systèmes de détection incendie de la centrale de lubrification de la turbine.</p> <p>L'exploitant a fourni le plan du local turboalternateur et de sa centrale de lubrification. Des détecteurs de fumées (1 détecteur linéaire et des détecteurs optiques) sont présents sur site. Ils ont été complétés, par la suite, par 6 détecteurs de flamme et un système d'extinction par mousse spécifique pour la centrale de lubrification et le turbo-alternateur.</p> <p>Le symbole du détecteur linéaire, présent sur le plan fourni, doit être reporté en légende.</p> <p>L'exploitant a fourni des rapports de contrôle 2024 pour ces systèmes de détection.</p> <p>Suite à une modification dans le local (installation d'un troisième échangeur), l'exploitant envisage de remplacer les détecteurs optiques par un deuxième détecteur (linéaire) de fumée en lien avec un organisme compétent.</p> <p>Une mise à jour du plan sera à réaliser tenant compte des observations ci-dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Contrôle des détecteurs incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 71.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des détecteurs incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> I. [...] Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle de DESAUTEL associé à l'intervention en date du 6 novembre 2024 fait état de détecteurs non testés et mis hors service (silos, convoyeur, zone de détection « ESSER »). L'exploitant fournira les actions correctives concernant ce sujet sous 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Moyens de lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 71.15.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] l'ensemble du site sera équipé d'extincteurs de types et en nombre conformes à la réglementation en vigueur. En particulier dans l'environnement du turboalternateur et de sa centrale de lubrification, des extincteurs à poudre de grande capacité seront prévus; [...]
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'un extincteur à poudre de grande capacité dans le local du turboalternateur et de sa centrale de lubrification. L'exploitant déclare qu'il va compléter rapidement sa défense avec l'extincteur à poudre de grande capacité, mis actuellement à disposition dans le local d'approvisionnement de bois à environ 50 mètres du local du turboalternateur et de sa centrale de lubrification (un complément robinet d'incendie armé (RIA) est en cours d'installation sur la zone d'approvisionnement de bois).  Cette opération ne doit pas remettre en cause la proposition de défense incendie par extincteur, faite par l'organisme compétent.  Une commande du passage annuel 2024 du contrôle des extincteurs a été fournie. Un retard du prestataire est constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 5 : Déchets traités à l'extérieur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2012, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités à l'extérieur
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a informé l'inspection d'un incident de dépotage d'une citerne contenant des cendres sèches sur un site de la Loire le 29 octobre 2024. La cause est liée à une mauvaise manipulation humaine du transporteur. L'exploitant rappellera l'importance du respect des consignes à ce dernier.  Après recherche post-inspection, l'inspection constate que la société qui a accueilli les cendres dispose d'une déclaration ICPE en date du 25/10/2022 notamment pour la rubrique 2716 (transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux) et 2791 (traitement de déchets non dangereux).  Une régularisation administrative de sa situation est toutefois en cours (régime de l'enregistrement : dossier à déposer, proposition de mise en demeure faite).  <u>Observations de l'inspection :</u> Comme indiqué pour l'incident rencontré sur l'excitatrice (cf. point de contrôle n°1), l'exploitant devra dans le futur déclarer dans un délai plus court les incidents et accidents (1 mois constaté ici).  La responsabilité du producteur ou détenteur du déchet a été rappelée en séance : « Tout producteur ou détenteur d'un déchet est responsable de ce déchet : c'est-à-dire qu'il est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion. Cette responsabilité s'étend jusqu'à l'élimination ou la valorisation finale du déchet. Elle signifie qu'en cas d'atteinte à l'environnement ou la santé humaine lors de l'une des étapes de la gestion du déchet, le producteur initial et les détenteurs successifs pourront être amenés à prendre les dispositions nécessaires pour orienter le déchet vers une filière adéquate et réparer les dommages causés par la gestion défectueuse. »  Dans ce cadre, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit s'assurer que ses prestataires disposent des autorisations nécessaires pour traiter les déchets qu'il fait partir de son site pour élimination ou valorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite